

Le monde a changé

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

La pandémie, l'invasion de l'Ukraine et la crainte de la famine qui risque de sévir à la suite du gel des exportations céréalières d'Ukraine devraient nous obliger à repenser les priorités de la planète. Or, la décision d'urgence qui a été prise a été d'investir dans des armements, tant le choc de l'invasion de l'Ukraine et le désarroi de millions de réfugiés ukrainiens auront été déstabilisants.

Caducité des accords internationaux

L'ère de la globalisation, les progrès des communications, la libre circulation des denrées et des idées avaient fait espérer un avenir meilleur. L'importance de l'opinion publique, la prise de conscience du réchauffement climatique et la transparence au niveau international ont fait espérer une responsabilisation salutaire au niveau de la planète.

Tout cela a basculé le 24 février lorsque le président russe Vladimir Poutine a décidé de lancer ses troupes contre l'Ukraine pour enrayer son alignement au camp des démocraties et y maintenir son influence. Ultimement, il cherche à confronter le leadership mondial américain qui est à ses yeux responsable du démantèlement de l'Union soviétique et de l'incorporation des pays de l'Europe de l'Est dans l'OTAN.

Qui plus est, le droit de veto de la Russie au Conseil de sécurité des Nations Unies lui permet d'ignorer la loi et les traités internationaux ainsi que les protocoles qui en découlent.

La globalisation remise en cause

Après des décennies de délocalisation des industries vers le Sud-est asiatique, un processus de relocalisation est en cours afin de diminuer la

dépendance dans l'importation de produits. Bien des pays envisagent de se protéger par des mesures autarciques.

Au cours des années, les accords du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) ont mûri pour établir l'Organisation internationale du commerce garantissant ainsi le libre-échange des denrées et du capital à l'échelle planétaire.

Ce principe aura été rendu caduc lorsqu'une quarantaine de nations ont cessé d'importer les produits pétrolifères de Russie. Le gel de 400 milliards d'avoirs du gouvernement russe en Occident ainsi que la saisie des biens détenus par les oligarques russes ont ébranlé la confiance dans le système monétaire international. De son côté, la Russie bloque l'exportation de produits agricoles ukrainiens, violant ainsi plusieurs conventions liées à la liberté de navigation.

Avenir incertain

En arrière-plan, le consensus s'établit dans les démocraties pour faire échouer les plans de Poutine car la crainte de voir la Russie s'imposer en Europe même et ébranler ses assises démocratiques plane dans les esprits. Pis encore, l'état totalitaire qu'est la Chine pourrait trouver l'encouragement pour envahir Taiwan et, à la longue, tenter de s'imposer au niveau mondial. Or, les tendances inflationnistes qui ont été aggravées par le confinement qui a accompagné la pandémie ont été amplifiées en raison des emprunts massifs aux États-Unis et au Canada, pays qui ne semblent plus prêter l'importance qui lui revient à l'équilibre budgétaire.

Par ailleurs, les ventes de pétrole et de gaz russe permettent à la Russie de neutraliser les velléités prooccidentales de plusieurs pays, cherchant à déstabiliser le dollar et se défaire de son extraterritorialité. Il sera difficile de rallier pleinement la Chine à cet effort car les liens qui unissent les économies chinoise et occidentales sont bien trop forts pour être sevrés.

La bataille économique est engagée. Plus unie que jamais et face aux défis adressés par les régimes russe et chinois, l'Europe n'aura d'autre choix que de se rallier à l'Amérique.

Cela dit, il devient tout aussi nécessaire de se fixer des objectifs bien définis en ce qui a trait aux efforts de soutien à l'Ukraine et chercher activement des solutions qui pourront mettre fin au conflit en tenant compte des impératifs de sécurité et de stabilité qui s'imposent. Il serait tout aussi important de canaliser les aides occidentales qui se chiffrent à près de 5 milliards de dollars américains par mois vers la reconstruction de l'Ukraine.

Une certaine inconscience a prévalu dans les démocraties en regard de la supposée acceptation par la Russie de l'humiliation qu'aura été pour elle la dislocation de la superpuissance soviétique. Malgré les déboires militaires russes, l'invasion de l'Ukraine vient rappeler que la confiance qui a régné au lendemain de la chute de Berlin n'a plus lieu d'être.

Il faudra envisager l'avenir avec ouverture d'esprit et circonspection.